

DEPARTEMENT DE LA REUNION



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 452 /PRM/DAJ/MT/2026

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,
Vu le code de la route,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure,
Vu l'autorisation de travaux de l'Unité Territoriale Routière Sud du vingt-cinq août deux mille vingt-cinq,
Vu la demande de l'entreprise REEL ELECTRICITE reçue le deux avril deux mille vingt-six,
Vu l'avis de la Police Municipale n° 227/2026 du six mai deux mille vingt-six,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de création d'un poste type « PAC » et de renforcement au réseau électrique (avec fouille), il y a lieu de réglementer la circulation sur la rue du Ouaki,

ARRETE

Art. 1. - La circulation se fait par alternat avec feux tricolores sur la rue du Ouaki à l'intersection du Chemin Guichard, au PR 2+420.

Art. 2. - Le dépassement est interdit au droit des travaux.

Art. 3. - La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h au droit des travaux.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi onze mai deux mille vingt-six au mardi vingt-trois juin deux mille vingt-six entre neuf heures et quinze heures.

Art. 5. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'entreprise REEL ELECTRICITE.

Art. 6. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'entreprise REEL ELECTRICITE après les travaux.

Art. 7. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 8. - Mme La Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale son chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'entreprise REEL ELECTRICITE.

Fait à Saint-Louis, le 07 MAI 2026
Pour la Maire et par délégation,
La Directrice Générale des Services
Madame Layla DESSAI
(Arrêté n° 300 en date du 27 mars 2026)



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- SEMITTEL
- Transports MOOLAND
- DGST
- Direction des Routes et des Infrastructures
- Service communication
- Entreprise REEL ELECTRICITE

LA MAIRE :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'une contestation devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.
→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.